

AUTOPSIE DU RAPPORT SOCIAL

Avertissement :

Lettre à Jean-Pierre C., du 2 juin 1985. Cette lettre c'est le dernier texte que j'ai écrit avant de recommencer à travailler après quelques années de « marginalité ». Elle a été traduite en grec par Yiannis Yoannidis.

Cher Jean-Pierre,

je te remercie pour la proposition de conclure ton livre dont j'ai apprécié la rigueur de la méthode autant que l'humour. Malheureusement, je dispose de peu de temps pour réaliser cette tâche car je me trouve dans la situation de devoir retourner à l'usine. Le fait qu'à plusieurs reprises tu me cites comme référence pour m'opposer à certains responsables syndicaux auxquels tu as eu à faire m'accorde une autorité que je ne possède plus, en admettant que j'aie pu un jour la posséder. Pourtant, je ne voudrais pas conclure cette lettre sans apporter quelques précisions sur les raisons de ce *come back* prolétaire apparemment en contradiction avec ta propre démarche.

Je tiens d'abord à préciser que si j'ai quitté l'usine ce n'était pas seulement pour des raisons de commodités personnelles, en tout cas ce n'était pas pour assouvir une soif de promotion ou de prestige dans ce monde. Je n'ai pas quitté l'usine pour devenir permanent syndical, commerçant, boxeur ou chanteur de variétés. Je n'ai pas non plus quitté l'usine au nom d'élucubrations idéalistes nées dans le cerveau de Docteurs en théories. Non, si j'ai quitté l'usine, c'est seulement pour essayer d'échapper à un manque désespérant de spiritualité.

Si cette obsession d'échapper à la séparation entre le corps et l'esprit, qui est provoquée par l'activité salariée, m'a apporté quelques satisfactions, elle m'a fait éprouver quelques peines aussi et il me faut bien reconnaître que, jusqu'à maintenant, cela ne m'a pas conduit bien loin. A fuir la condition de producteur, je n'en suis pas pour autant passé dans une autre classe sociale, plus gratifiante, je suis seulement devenu un marginal malgré moi. Alors que les objecteurs de conscience, les chômeurs ou les réfugiés politiques bénéficient d'indemnités ou d'une assistance, moi qui suis un objecteur social, qui fuis le salariat au nom des valeurs humaines les plus élevées, qui suis un réfugié politique *de l'intérieur*, je n'ai droit à rien. J'ai été obligé, pour survivre, d'accepter les bricolages que m'a accordés mon voisinage.

Alors que les femmes, les homosexuels, les immigrés... luttent pour un statut de femmes, d'homosexuels ou d'immigrés, il me paraît inconcevable, après presque deux siècles de luttes prolétariennes, que non seulement il n'existe toujours pas de statut pour l'être humain qui refuse le salariat (et il est légitime de refuser le salariat), mais que l'idée de revendiquer un tel statut n'existe même pas. J'aurais continué à accepter cette situation, même en l'absence de tout statut, si j'avais ressenti autour de moi la volonté réelle de dénoncer le scandale du salariat. Il faut bien reconnaître qu'une telle volonté n'existe pas. Ecrasé par le conformisme des bureaucraties, marginalisé par les polémiques inessentiels des théoriciens, le mouvement pour l'abolition du salariat qui, au XIXe siècle, comptait des partisans dans toutes les classes de la société s'est peu à peu transformé en mouvement pour le maintien du salariat.

L'opinion s' imagine trop souvent que le problème du salariat se réduit au problème du rapport du salarié avec son activité, son salaire, son employeur ou ses syndicats. Ainsi, le problème du salariat serait *uniquement* le problème du salarié. C'est une erreur ! Le salariat est un *rapport social*, c'est un rapport social *universel*, c'est le rapport social universel dominant. Chacun dans ce monde, qu'il soit ouvrier chômeur, entrepreneur, bureaucrate, affamé du tiers monde ou professeur de philosophie, est d'une manière ou d'une autre partie prenante de ce rapport.

Durant ces années qui viennent de s'écouler, je n'ai pas tant eu à faire aux problèmes du salariat dans l'entreprise, problèmes qui constituent l'objet central de ta démarche, qu'aux problèmes qui se posent au déserteur du salariat en dehors de l'entreprise, dans la société dite *civile*. Désertant le salariat dans l'entreprise, je n'en suis pas pour autant devenu banquier, j'ai seulement expérimenté dans la pratique l'universalité du salariat. J'ai expérimenté la dimension purement fictive de valeurs telles que celles de démocratie, de nation, de souveraineté ou de société civile.

A plusieurs reprises, tu fais référence au *mouvement ouvrier*, lui attribuant implicitement une existence autonome, des qualités supérieures à celles des syndicats, et dont le champ pratique déborderait le cadre restreint du milieu de travail pour s'étendre sur le monde. J'ai eu malheureusement l'occasion de constater que ce mouvement ouvrier n'existe pas.

Il ne manque pas d'ouvriers qui sont en désaccord avec les syndicats et les partis qui prétendent les représenter, pourtant cette opposition, qui se manifeste au travers de mouvements *sauvages*, est sporadique et transgresse rarement l'ouvriérisme et l'économisme des syndicats. C'est une forme de néo-syndicalisme qui ne dépasse pas le cadre du milieu de travail. Hors de ce milieu, il n'existe rien que les partis traditionnels, les rackets humanistes, et *notre parti*.

Ayant quitté l'usine et ses problèmes étroitement économiques en quête d'une vérité spirituelle, je me suis retrouvé face à l'emprise universelle du salariat. Face à cette emprise, ce n'est pas tellement aux manipulations des bureaucrates syndicaux que j'ai eu à faire qu'à *notre parti*, au sous-développement de sa pensée critique et, pour tout dire, à son inexistence. De la même manière que dans ta position, il te faut aborder la critique des syndicats, il me faut, dans la mienne, même si cela peut donner l'impression de rabaisser le débat à un niveau groupusculaire, aborder la critique de notre parti.

Si, après avoir critiqué le salariat dans l'usine, je me trouve dans la situation de devoir y retourner, c'est parce que, en dehors de cette usine, j'ai rencontré un certain nombre de résistances qui m'ont empêché de mener jusqu'au bout ma critique du salariat. Si je suis contraint de retourner à l'usine, c'est bien sûr à cause des conditions que ce monde nous impose, mais c'est aussi parce que je me suis retrouvé seul pour affronter ces conditions. Si je me suis retrouvé seul pour affronter ces conditions, c'est à cause du laxisme et de l'amateurisme de notre parti en ce qui concerne la critique et l'organisation du refus du salariat. A quelques exceptions près, notre parti a depuis longtemps cessé de penser. S'inscrivant dans des clivages politiques qui datent du XIXe siècle, il accepte comme des dogmes une masse d'implicites invérifiés qu'il se contente d'appliquer comme un mode d'emploi infaillible. Et ce sont souvent ceux qui affirment le plus grand radicalisme qui sont les plus orthodoxes. Il s'ensuit que nos théoriciens, aux connaissances quantitatives souvent remarquables — ils les ont acquises à l'Université — continuent de véhiculer des analyses et des stratégies complètement inadaptées à cette fin de XXe siècle.

Avant d'aller plus loin, au risque de te décevoir, il me semble important de te dire que mes positions ont évolué depuis la parution de *Bye bye turbin*. Les conclusions que le lecteur pourrait tirer, à la lecture de ce livre, en ce qui concerne mes convictions et mes sympathies politiques risquent d'être en partie erronées.

La plus importante de ces précisions, et qui touche immédiatement notre propos, concerne mes positions par rapport au travail en particulier et à l'activité en général. Dans *Bye bye turbin* ma critique de l'activité et de son aliénation était encore dominée par une conception naturaliste, je voyais dans l'activité une fatalité nécessaire. Je suis aujourd'hui convaincu que l'activité humaine n'est pas naturellement aliénée, cela pour la bonne raison que cette activité n'est pas un fait naturel mais un fait de société. Pour qu'il y ait de l'activité *humaine*, du partage de l'activité, il faut qu'il y ait de l'humanité, du rapport social, de l'échange. L'activité humaine est immédiatement le produit d'un rapport social, et seul un rapport social défectueux peut produire de l'activité aliénée. Dès lors, c'est se leurrer que de chercher la solution au problème du salariat dans le développement des forces productives ou dans une fuite passive dans le chômage. La solution au travail salarié ne doit pas être recherchée dans l'économie, le rythme, la durée ou la valeur du travail, elle doit être recherchée dans la nature des rapports sociaux. Quel que soit le développement des forces productives, il ne saurait justifier l'aliénation de l'homme par l'homme, il ne saurait justifier mon aliénation.

S'en tenir au simple slogan A BAS LE TRAVAIL! me semble aujourd'hui trop imprécis. J'ai trouvé suffisamment de plaisir dans certaines activités manuelles ou intellectuelles pour m'en tenir à ce mot d'ordre réducteur. Ce n'est pas tant contre le travail que je m'élève, je ne refuse pas de travailler, que contre le rapport social qui produit le salariat. Le salariat n'est pas le pur travail, la pure activité, c'est un certain rapport social, c'est ce rapport qu'il convient de critiquer. C'est pourquoi, au lieu de m'en tenir à une critique naturaliste du travail, je me suis attaché, ces dernières années, à relever ce qui constitue des entraves artificielles à la libre activité et à la libre production de nos rapports sociaux. En dénonçant les fictions juridico-politiques contenues dans le droit du travail, dans les institutions démocratiques bourgeoises, dans le suffrage universel, dans la souveraineté nationale... j'ai essayé de dégager des bases palpables pour étayer la critique du salariat en tant que critique du rapport social dominant. Je suis bien obligé de constater que jusqu'à maintenant ma démarche n'a pas été comprise et que je suis resté seul avec elle.

La principale critique que j'adresse à notre Parti, c'est d'entretenir une conception magique du travail. Pour notre parti, le travail n'est pas le produit d'un rapport social, c'est une chose. On est pour ou contre le travail de la même manière qu'on est pour ou contre le ketchup. C'est une affaire d'opinion personnelle et lorsqu'on s'est forgé son opinion, on peut très bien retourner à ses activités de cadre ou à ses polémiques de chapelles sans ressentir la moindre contradiction existentielle. Au lieu de déboucher sur un engagement social organisé, qui trouve sa légitimité dans la dénonciation des aspects artificiels de nos rapports sociaux, notre parti abandonne la critique du salariat à l'initiative individuelle, initiative qui a pour seul résultat de donner naissance à une élite supplémentaire.

Se contentant de critiquer dans le travail la corvée individuellement ressentie, notre parti a fait de cette critique un sport qui consiste le plus souvent à autogérer une survie quotidienne au moins aussi ennuyeuse que le salariat. Nos vieux soixante-huitards (ici, la vieillesse n'est pas une question d'âge) s'estiment quittes avec la critique du travail parce qu'ils parviennent à s'y

soustraire par quelques bricolages dont ils ont fait un art. Du même coup, ils se croient exemptés de critiquer le salariat en tant que rapport social. Ne comprenant pas qu'une fois qu'on a critiqué la corvée dans l'entreprise, il reste encore à critiquer le salariat dans la société civile, ne comprenant même pas l'intérêt d'une telle démarche, ils continuent à traîner derrière eux le vieux mythe du Grand Soir et se contentent de ravalier leur façade radicaliste à l'aide de pratiques activistes et de brochures péremptoires plus ou moins bien imprimées mais dénuées de tout fondement. Se croyant dispensé, par son radicalisme spectaculaire, de la nécessité de lutter socialement contre le salariat, notre parti se satisfait de se camper dans les postures vieillottes qu'il a héritées de ses ancêtres.

Il est dans la logique du monde dans lequel nous vivons de ne rien faire pour nous permettre d'assumer dignement notre refus légitime du salariat dans l'entreprise, il est donc logique qu'il s'efforce de criminaliser ce refus lorsque, échappant au contrôle des organisations bureaucratiques, il fait irruption dans la société civile ; il est encore logique qu'il s'empresse de le récupérer en organisant le chômage et quelques autres bricolages qui lui permettent de maintenir la domination universelle du salariat. Par contre, il me semble beaucoup moins logique de voir notre parti accepter de tels bricolages et faire de leur obtention l'expression pratique ultime de la lutte contre le salariat.

Je ne veux pas dire que notre parti est un parti de poseurs, je constate simplement que sa composition sociale contient ses limites. Notre parti qui, comme les partis staliniens, trotskistes, maoïstes se veut un parti de la classe ouvrière, est essentiellement composé de petit-bourgeois de cadres, de professeurs, de théoriciens... Il s'ensuit que l'attachement de notre parti à la cause de la classe ouvrière relève plus de l'identification à une cause qui lui est extérieure qu'à un vécu immédiat. S'il arrive parfois que les petit-bourgeois de notre Parti soient des déclassés, des exclus, cette situation relève plus de l'accident ou d'un choix éthique que d'une exclusion organique systématiquement orchestrée par les institutions dominantes comme c'est le cas pour les ouvriers.

Même lorsqu'ils ne sont pas au service de la société dominante, les petit-bourgeois de notre parti n'en continuent pas moins, par leur histoire, leurs mœurs, leurs études, leurs diplômes et leur culture, de faire partie de cette société. Leur appartenance à cette société se manifeste au travers de leur incapacité à comprendre et à critiquer le rôle de la société civile dans l'organisation du salariat, donc leur incapacité à comprendre et à critiquer l'essence du salariat. S'ils peuvent parfois comprendre et critiquer les conditions économiques particulières qui sont faites aux salariés, ils sont incapables de comprendre le salariat comme étant, pour l'ouvrier, une exclusion de la société civile. Ils sont incapables de comprendre que la lutte contre le salariat ne se limite pas à la lutte contre les conditions économiques dans l'entreprise mais qu'elle se situe aussi et surtout dans le cadre politique et juridique de la société civile. C'est pourquoi ils sont capables d'être solidaires des ouvriers qui luttent dans l'entreprise, mais ne comprennent rien à la condition de l'ouvrier en dehors de cette entreprise. Ils comprennent d'autant moins si cet ouvrier est un déserteur du salariat. Les petits bourgeois de notre parti n'entendent rien à la critique du salariat, ils n'entendent rien à la critique de la société civile, ils n'entendent rien à leur propre rôle dans cette société, ils n'entendent rien à leur propre autocritique. C'est pourquoi leur engagement reste essentiellement éthique et cérébral, reste une simple affaire de convictions personnelles. Ils luttent pour des idées, pas contre une injustice.

A partir de là, je ne suis pas étonné de voir certains ex-membres de notre Parti passer dans les rangs des bureaucrates (comme ceux dont tu parles dans ton livre) sans éprouver le moindre sentiment de trahison et s'étonnant même avec une candeur non feinte de ce que d'autres puissent encore s'intéresser aux idées qui avaient distrahit leur jeunesse estudiantine. Pour eux, le fait d'être conscient ne débouche pas nécessairement sur la tentative de construire un autre rapport social, c'est une affaire de convictions ; ils peuvent changer de convictions sans avoir de compte à rendre à personne et ne comprennent même pas que l'on puisse leur en demander. Leur solitude me semble dramatique.

En tentant de rejoindre le mouvement critique qui s'incarne dans notre parti, certains travailleurs ont recherché une identité humaine qu'ils ne pouvaient trouver ni dans leur activité professionnelle ni dans les organisations bureaucratiques. Une telle démarche, pour riche et passionnante qu'elle soit, a exigé d'eux des ruptures que n'ont pas eu à effectuer les petit-bourgeois de notre parti. Cette recherche d'une pensée indépendante, tout aussi fondée pour un ouvrier que pour un universitaire, a amené ces travailleurs à poser des actes qui, non seulement les ont isolés de leur milieu social d'origine, mais aussi, et bien plus étrangement, du milieu critique lui-même. Alors que notre parti a intégré (et s'est fait désintégrer par) les luttes minoritaires et séparées des féministes, des homosexuels, des comités de quartier, des écologistes... il n'a pas été capable d'intégrer la lutte minoritaire mais non séparée qu'une poignée de travailleurs a menée contre le salariat, lutte dont notre parti affirme avoir la vocation. De cela, je conclus qu'il est plus facile pour des petit-bourgeois, dans la société civile, d'être solidaires d'autres petit-bourgeois que de travailleurs. Dans un cas, on peut exprimer sa solidarité sans avoir à remettre en question sa propre participation à la séparation sociale alors que, dans l'autre cas, c'est cette participation qu'il s'agit de mettre en question.

Une certaine tendance de notre parti, qui a exprimé sa solidarité pour Faurisson, a souligné que ce dernier, dans sa recherche de la vérité historique, avait tout perdu, sa maison, sa voiture, son emploi, son syndicat... Personnellement, dans ma recherche d'une identité humaine, j'ai également tout perdu. Non seulement j'ai tout perdu, mais tout perdre, tout abandonner, était la condition nécessaire de cette démarche. Ayant abandonné mon emploi, mon salaire, la sécurité sociale, les congés payés, les indemnités de chômage, bref, ayant abandonné tout ce qui fonde l'existence salariale, je n'ai pas trouvé de solidarité effective pour la cause de l'abolition du salariat.

De cela, je ne conclus pas que cette cause est fausse ou dépassée, je suis trop bien placé pour savoir qu'elle est juste, j'en conclus seulement que ceux qui s'en revendiquent le font encore trop mollement. Le mouvement pour l'abolition du salariat n'est pas compris comme une démarche immédiate qui concerne tout le monde, mais seulement comme le devenir particulier de la *classe*.

Dans de telles conditions, la notion de classe relève plus de la pensée magique que d'une démarche « scientifique » et son usage relève plus du fétichisme social que d'une véritable praxis.

Tu me faisais remarquer que les ouvriers républicains réfugiés en France après la Guerre d'Espagne avaient rarement bénéficié d'une solidarité prolétarienne à laquelle ils auraient pu espérer avoir droit et qui était souvent possible matériellement. Aucun être humain, qui est exclu

de ce monde par la condition salariale et qui tente de se soustraire à cette condition, ne peut espérer une telle solidarité. Nous sommes seuls. Il n'existe pas de partis, de syndicats ou de groupuscules, fussent-ils anarchistes, ultra-gauchistes ou situationnistes, capables d'une telle solidarité. Ce n'est pas qu'ils s'y refusent, c'est tout simplement qu'ils ne comprennent pas la question. Pour eux, la lutte contre le salariat, c'est encore un problème de conditions de travail, d'augmentation de salaire, de garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat... ou alors c'est une spéculation utopique sur le communisme à venir.

Ils ne comprennent pas que l'abolition du salariat ne se pose pas tant en termes de conditions objectives qu'en termes de qualité du rapport social, en termes d'identité humaine. Pour qu'ils puissent comprendre la situation de l'ouvrier qui veut se soustraire au rapport salarial, il faudrait d'abord qu'ils soient conscients du rôle qu'ils jouent dans ce rapport et qu'ils comprennent que la lutte contre le salariat, avant d'exiger d'eux qu'ils soient solidaires des travailleurs, exige qu'ils se critiquent en tant que petit-bourgeois. Ce serait le premier pas d'une démarche réellement solidaire. Je doute qu'ils soient capables d'effectuer volontairement ce premier pas.

La plupart des petit-bourgeois de notre parti ne subissent pas, dans leur existence quotidienne, la séparation entre la faculté de penser et la pratique d'une activité alimentaire. Ils pensent, on les paye ; on les paye, ils pensent. Acceptant implicitement la division hiérarchique entre l'activité manuelle et l'activité intellectuelle, il n'est pas étonnant qu'ils éprouvent des difficultés, pour ne pas dire des réticences, à aborder cette question de la séparation entre la capacité humaine de penser et la nécessité, tout aussi humaine, de survivre matériellement en usant de cette pensée.

Ils ont du mal à envisager que cette question, qui ne se pose pas pour eux, puisse se poser pour d'autres, se poser non pas historiquement, mais immédiatement. Pourtant, c'est uniquement par le fait que, non seulement, des êtres vivent cette séparation, mais soient aussi conscients de la vivre et en souffrent, que ce monde est essentiellement critiquable et peut être *essentiellement* critiqué. Au-delà de toute spéculation historique, seule la solidarité avec de tels êtres peut permettre que le mouvement critique soit réellement fondé.

Notre parti a une conception fétichiste du travail ; il est donc normal qu'il ait une conception fétichiste du salariat. Pour lui, le salariat n'est pas le résultat d'un rapport discriminatoire dans lequel les petit-bourgeois intellectuels, fussent-ils situationnistes, jouent leur rôle, c'est l'expression de nécessités naturelles que seul le mouvement occulte de l'histoire pourra résoudre.

Les petit-bourgeois de notre parti, bien qu'étant eux-mêmes, de par les spécificités corporatistes qui s'attachent à leurs occupations, des victimes de la séparation sociale, dans la mesure où ils jouissent de ce qui semble être l'une des meilleures parts de cette séparation, n'éprouvent pas le besoin de se poser la question de l'unité du corps et de l'esprit de l'individu dans son environnement social. Ils n'éprouvent pas le besoin de se la poser pratiquement. Il est donc normal qu'ils éprouvent des difficultés à saisir la réification ressentie par un ouvrier qui, se dégageant des idiotismes du métier pour s'élever à l'autonomie de la conscience, s'aperçoit que cette conscience est, pour lui et dans ce monde, sans objet — et que les seuls débouchés qui s'offrent à lui sont, soit d'épouser les valeurs de ce monde, des valeurs qui réifient la conscience des ouvriers, qui réifient toute conscience, en devenant capitaliste, petit-bourgeois ou bureaucrate, soit de donner un objet à sa conscience en luttant contre ce monde.

Il est donc encore normal qu'ils ne comprennent pas la situation politique et juridique dans laquelle se trouve l'ouvrier qui tente de réunifier son corps de producteur à l'affectivité de son

esprit humain. Il est également normal qu'ils ne comprennent pas que l'identification à la *conscience-en-devenir-de-la-classe* est une identification bien moins gratifiante pour l'ouvrier, qui vit chaque jour son insupportable vacuité humaine, que pour le petit-bourgeois, pour qui il s'agit d'une simple affaire de conviction qui ne remet pas sa survie en jeu.

Qu'un Karel Kosik ou qu'un Jacek Kuron soient envoyés à l'usine ou jetés en prison, voilà ce qui est jugé, avec raison, comme immédiatement scandaleux par les petit-bourgeois de notre parti, mais que des millions d'êtres humains arbitrairement voués au salariat se trouvent, de fait, privés de toute liberté d'expression, n'écrivent jamais de livres, de romans, de poèmes ... voilà ce qui est jugé comme étant seulement *historiquement* scandaleux. Qu'un Faurisson soit chassé de son poste, exclu de son syndicat, privé de liberté d'expression, voilà ce qui est jugé comme étant immédiatement scandaleux, mais qu'un ouvrier, en quête d'identité sociale, rejette le salariat et, se coupant de ce qui le faisait sous-vivre, se trouve du même coup coupé de ce qui le faisait survivre, voilà ce qui ne semble pas immédiatement scandaleux.

Nos petit-bourgeois ne se sentent concernés par l'émancipation du salariat qu'à partir du moment où des millions de travailleurs occupent les usines, mais l'angoisse existentielle et métaphysique du travailleur isolé, ils s'en moquent ; pour eux, un tel sentiment est un privilège d'intellectuel ; quant au travailleur, ils le renvoient à son établi, à son syndicat ou aux cours de promotion sociale.

Ils ont trop tendance à considérer la classe ouvrière comme une classe homogène ; se réfugiant derrière un unanimité mythique, ils imaginent l'action simultanée de dizaines de millions d'ouvriers, ils spéculent sur la misère, mais ils ne perçoivent pas l'aspect qualitatif de démarches isolées. Ils sont incapables de saisir le double mouvement de l'émancipation : social et historique, individuel et immédiat, incapables de saisir que l'hypothétique mouvement de la masse peut entrer en contradiction, et parfois s'opposer, au mouvement des individus qui constituent cette masse et désirent *déjà* s'émanciper.

Je comprends que l'expérience que tu viens de vivre t'ait sensibilisé à la critique des bureaucrates syndicaux, et il n'est pas question pour moi de leur chercher des excuses ; pourtant, ma propre expérience m'amène à dire qu'il ne sont pas seuls en cause dans les obstacles que nous rencontrons à notre émancipation. Pour qu'ils puissent se livrer à leur racket, il faut qu'ils bénéficient de complicités non seulement dans les autres couches dominantes de la société mais également parmi ceux qui prétendent s'opposer à eux. La puissance des bureaucrates provient aussi du sous-développement critique de notre parti ainsi que de la faiblesse de la classe ouvrière elle-même.

Si les bureaucrates peuvent se livrer à leur racket sans rencontrer d'opposition organisée, c'est parce que le mythe fondateur qui préside à ce racket n'a jamais été sérieusement critiqué. Non seulement ce mythe n'a pas été critiqué, mais il est assez généralement accepté par notre parti.

Le mythe fondateur qui préside au racket des bureaucrates tient dans une conception unanime de la classe ouvrière. C'est évidemment faux. La classe ouvrière n'est unie qu'en tant qu'elle est une fiction économique du capital pour le capital ou une fiction politique de la bureaucratie pour la bureaucratie. Mais d'un point de vue humain, la classe ouvrière ne peut pas être une

classe, elle ne peut pas être une classe pour elle-même. Imaginer une classe d'hommes-marteaux, d'hommes-clés à molette, d'hommes-bulletins de vote, ce serait monstrueux!

Contrairement à ce que pense la plus large majorité de notre parti, la classe ouvrière n'est pas la classe de la conscience, et cela pour la bonne raison que la classe ouvrière ne commence à exister en tant que classe qu'à partir du moment où elle est aliénée de sa conscience humaine et ravalée à une dimension purement utilitaire. S'imaginer qu'une classe spécifique pourrait être la détentrice exclusive de la conscience relève d'un des nombreux dualismes de la pensée bourgeoise.

En réalité, la classe ouvrière est un amalgame d'individus accablés des mêmes qualités et des mêmes défauts que tous les individus de toutes les autres catégories sociales. Comme l'écrit James Schenkel : « C'est en croyant encore à tous ces mythes de "classe ouvrière" et autres foutaises que le salarié se fait avoir. En réalité, cette si fameuse "classe ouvrière" c'est la guerre de tous contre tous, simplement ! » (1).

Moins que toute autre classe la classe ouvrière ne constitue une classe homogène car moins que toute autre classe elle n'est soudée par l'exercice ou par la conquête du pouvoir. Les bureaucrates (et notre parti avec eux) ont cru qu'en massifiant les salariés dans un unanimité de classe ils leur donneraient plus de puissance. Ils n'ont fait qu'enfermer la classe ouvrière dans une normalité qui empêche le négatif de la travailler et d'accomplir son œuvre. La puissance de la classe ouvrière ne vient pas de son unanimité, elle vient de sa capacité à se diviser. C'est en brisant l'unanimité qu'on lui impose, en se divisant, que la classe ouvrière pourra diviser le monde, briser l'économisme et l'ouvriérisme, briser le racket des bureaucrates. C'est en se divisant que la classe ouvrière fera apparaître où sont, en son sein, les syndicalistes, les staliniens, les gauchistes, les jaunes, les fayots... et où est sa partie humaine. Il me semble que l'expérience que tu relates dans ton livre illustre admirablement cette hypothèse.

Que m'importe que notre parti demeure fidèle à ses convictions naïves ou qu'il passe dans les rangs des bureaucrates puisque, comme les bureaucrates, il ne fait pas autre chose, fondamentalement, que de contribuer à entretenir le mythe de l'unanimité de la classe ouvrière.

Cet unanimité a pour seule raison d'être d'utiliser l'inertie de la masse afin de marginaliser ceux qui, parmi cette masse et d'une manière qui me semble parfois presque inconcevable, ont réussi à préserver un minimum de conscience critique. Ces marginalisés ne reviendront au centre que dans la mesure où, échappant à l'inertie unanime, ils seront capables de se diviser d'avec cet unanimité. Notre parti n'ayant pas été capable d'assumer cette nécessaire fission de la classe ouvrière et ayant au contraire participé à entretenir le mythe d'une identité illusoire, c'est nous qui nous trouvons divisés, toi par ton renvoi du travail, moi par la situation où je me trouve d'y retourner.

Je ne ressens pas cette obligation de retourner au travail uniquement comme un échec personnel, pas plus qu'il ne me viendrait à l'idée d'en accuser les seuls libéraux ou les seuls bureaucrates. Cet échec est aussi celui de notre parti, et je ne vois pas pourquoi, alors que je suis un ouvrier qualifié, je devrais continuer à vivre comme un marginal dans l'espoir de voir se constituer un mouvement contre le salariat dans la société civile alors qu'il est visible qu'une telle volonté n'existe pas et que la société civile n'est, pour notre parti aussi bien que pour la bourgeoisie, que la sphère de la réalisation privée.

Ce que j'attendais des petit-bourgeois de notre parti, ce n'est pas qu'ils s'identifient au mythe de la classe ouvrière et de son soi-disant unanimisme, mais qu'ils passent à la critique de leur propre centrage social, qu'ils commencent à se nier en tant que moment de la séparation sociale. Ce que j'attendais d'eux, c'est qu'ils se nient en tant qu'intellectuels, étudiants, petit-bourgeois... de la même manière qu'ils attendent que les travailleurs se nient en tant que travailleurs.

La question de l'auto-abolition du salariat est immédiatement la question de l'abolition de la séparation sociale, immédiatement la question de l'auto-abolition de la bourgeoisie et des intellectuels. Comment les simples salariés pourraient-ils s'émanciper si les autres catégories restent accrochées à leurs privilèges séparés?

Je ne crois pas que la lutte pour l'émancipation humaine puisse se réduire à un conflit de type militaire ou politique jetant les unes contre les autres les forces de la bourgeoisie et celles du prolétariat. La lutte pour l'émancipation humaine est d'abord une lutte contre soi-même, contre ce qu'il y a de bourgeois en soi, et qui, plus que toutes les polices et toutes les bureaucraties, constitue la véritable puissance de ce monde. La lutte pour notre émancipation doit commencer par la désobéissance civile vis-à-vis de notre propre bêtise.

En réduisant le conflit de ce monde à un conflit entre la grande bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, en réduisant son engagement dans ce monde à un simple choix pour tel ou tel camp, on a laissé dans l'ombre l'univers gigantesque des couches moyennes, on a organisé le silence sur la nature réelle de ce monde petit-bourgeois.

La contradiction centrale de ce monde ne réside pas, contrairement à ce qu'on a affirmé jusqu'à maintenant, dans l'opposition entre la grande bourgeoisie et le salariat, c'est une opposition beaucoup plus *organique* et qui traverse chacun d'entre nous quelle que soit notre origine sociale. La contradiction de ce monde, c'est l'esprit petit bourgeois, car si le salariat constitue effectivement la contradiction formelle et structurelle, ce qui empêche de résoudre cette contradiction, ce qui constitue la contradiction organique et réelle, c'est cet esprit petit-bourgeois. Ce monde, du manœuvre au banquier en passant par le professeur de la Sorbonne ou par le bureaucrate de la C.G.T., est essentiellement un monde petit-bourgeois.

Toutes les valeurs de ce monde sont élaborées, véhiculées et acclamées par l'esprit petit-bourgeois. Ce ne sont pas les grands de ce monde qui contraignent les gens à la pensée petit-bourgeoise, c'est la pensée petit-bourgeoise qui contraint les grands de ce monde à devenir eux-mêmes des petit-bourgeois. Ce ne sont pas les dirigeants qui mènent les foules, ce sont les foules qui mènent les dirigeants. Toute la médiocrité de ce monde n'est pas une médiocrité imposée, c'est une médiocrité désirée par l'esprit petit-bourgeois. Il serait incompréhensible que tant de médiocrité puisse s'imposer sans l'assentiment de la volonté générale. Le président des U.S.A., celui de la France, le maître du Kremlin, le pape, les champions de boxe, les chanteurs de rock and roll, l'extrême droite, l'extrême gauche, les professeurs d'université, les terroristes... tous véhiculent la pensée petit-bourgeoise.

Le véritable ennemi, celui qui interdit toute transcendance humaine, c'est cet esprit petit-bourgeois, non seulement l'esprit positif des cadres des multinationales ou des membres de la Ligue des droits de l'homme, mais également l'esprit négatif des activistes ou des théoriciens ultra-gauchistes. Le dernier livre de Debord (2), qui est sans intérêt pour l'affaire qu'il prétend traiter, est une magnifique illustration involontaire de l'esprit petit-bourgeois avec son aristocratie qui transpire l'individualisme satisfait, la confusion et la séparation.

Le mal oui ronge l'esprit petit-bourgeois, c'est une hypertrophie du *je* sans aucun souci de définir et de redéfinir en permanence le cadre social dans lequel ce *je* évolue. L'individu, émancipé de toutes responsabilités vis-à-vis d'une communauté sans légitimité concrète, s'égare dans la recherche d'une réalisation impossible de lui-même et sombre dans un rationalisme et un matérialisme sordides. Le phénomène de la conscience et de l'individu n'est pas compris comme le produit direct du rapport social ; encore une fois, il est perçu comme magique et ouvert à toutes les spéculations. La conscience et la capacité individuelle sont considérées comme des puissances autonomes et offertes à l'appropriation privée, elles deviennent le résultat de la simple volonté personnelle. Il s'ensuit que la conscience et l'individu ne retournent pas à la communauté mais en demeurent séparés et n'ont pas de compte à rendre.

J'ai longtemps cru que notre conscience du social et du communautaire dépendait de nos conditions d'existence. Ainsi, je m'expliquais la dépendance acceptée des salariés par le paupérisme intellectuel artificiellement organisé qu'ils subissent. Cela est certainement vrai d'un point de vue formel, mais comment s'expliquer que les privilégiés de ce monde, qui bénéficient en principe d'un environnement social et économique favorable, qui ont accès aux valeurs, à la culture, au goût... aient assez généralement l'esprit aussi étroit que ceux qu'ils conditionnent alors qu'aucun déterminisme historique ou physiologique ne les oblige à une telle étroitesse ? La bêtise de ceux qui sont libres, ou qui se prétendent tels, me fait douter de la possible intelligence de ceux qui sont tenus en esclavage.

Lorsque, adolescent, j'ai été envoyé à l'usine et que je me suis ouvert aux idées et au mouvement social, j'ai eu le sentiment de rejoindre un monde nouveau, non seulement riche d'une histoire, mais d'une réalité bien présente et habitée par des millions d'êtres humains partageant les mêmes espoirs que moi. Il m'a fallu vingt-cinq ans et une certaine soif de précisions pour m'apercevoir que ce monde nouveau n'était pas différent du vieux, qu'il était construit des confusions, des mensonges et des chimères, et qu'il n'était somme toute qu'un prolongement de l'esprit petit-bourgeois.

En quête d'une vérité sociale, je n'ai atteint qu'à la vérité de ce monde, sinon dans son individualisme, au moins dans sa solitude. Plus que de devoir retourner à l'usine, le fait de n'avoir pu aller au-delà de cette triste vérité constitue ma véritable défaite. Alors que nombre de nos compagnons devenaient des bureaucrates, s'abandonnaient à la compétition sociale ou négociaient leurs diplômes, plus naïf ou moins au fait des mécanismes du pouvoir qu'eux, ma quête d'un nouvel univers n'a fait que me ramener à mon point de départ. Je ne suis ni déçu ni amer, il n'y a pas de raison de l'être quand on apprend quelque chose, je suis seulement étonné par l'ampleur de la mystification.

Cette situation un peu cocasse me donnerait envie d'éclater de rire si je n'éprouvais quelque part la sensation désagréable qui me fait penser qu'après tout je me suis peut-être mystifié moi-même. Je finirais par en être convaincu si je n'avais chaque jour sous les yeux ces masses de désordres et d'injustices tangibles qui, en même temps qu'elles me révulsent, me rassurent sur ma lucidité. Mais peut-on jamais être certain de la nature réelle du désordre et de l'injustice ?

Il n'en est pas moins paradoxal de voir celui qui se réclame de la communauté humaine être acculé à la solitude. Cette solitude ne traduirait-elle, en fin de compte, qu'un orgueil de petit-bourgeois ? Il me semble pourtant que je me suis dégagé depuis un certain temps de l'ouvriérisme, du maximalisme gauchiste et du radicalisme de posture ; mes revendications ne

me semblent nullement outrées, elles sont parfaitement légitimes et justifiées. Et elles sont plus proches de l'esprit des Évangiles que de celui des charlatans en idéologies.

J'ai beau m'interroger, chercher où J'ai pu commettre une erreur, je ne trouve pas de réponse. J'accepte cette solitude, j'y suis bien obligé, mais je ne la comprends pas, je n'ai pas le sentiment de l'avoir désirée. La seule explication que je peux apporter, c'est que la conscience du fait communautaire, fait qui est pourtant une donnée objective sans laquelle nous n'existerions pas *humainement*, n'est pas le résultat du communautaire lui-même, mais le résultat d'une démarche individuelle, qui est plus proche de celle du Gautama ou de Jésus que de celle des intellectuels matérialistes, et qui transcende l'individualisme petit-bourgeois. Le fait communautaire, pour cesser d'être une simple donnée objective ou une simple potentialité qualitative, doit être assumé par des êtres individuels qui s'élèvent à la conscience de ce fait.

Cela me ramène encore une fois à cette magnifique et obsédante phrase de Nietzsche : « Aujourd'hui solitaires, vous qui vivez séparés, vous serez un jour un peuple. Ceux qui se sont désignés eux-mêmes formeront un jour un peuple désigné et c'est de ce peuple que naîtra l'existence qui dépasse l'homme. » Qu'importe en effet que la communauté existe en tant que structure objective si personne n'est capable de l'habiter subjectivement en lui donnant sa véritable dimension.

Je ne sais pas très bien ce que je vais faire ; on n'appréhende pas son existence de la même manière lorsqu'on a le sentiment de faire partie d'un mouvement, ce mouvement serait-il extrêmement faible et diffus, ou lorsqu'on a le sentiment d'être seul. Pour l'instant, j'aspire à une certaine paix, je voudrais être capable d'aborder avec une certaine sérénité tout ce qui dans ce monde me fait mal et me révolte, mais comment est-ce possible quand les causes de cette douleur se manifestent à chaque instant et sont colportées par ceux-là mêmes qui se prétendent mes amis?

Il me semble qu'il est temps de sortir de cet anonymat massifiant qui a accompagné le mouvement social et l'a chargé d'une quantité d'implicites qui ont autorisé tous les abus. Au milieu de ce prolétariat, de cette classe ouvrière, de ces partis, de ces syndicats, de ces groupuscules, de ces élus, de ces théoriciens ou de ces idéologues, une seule certitude s'impose, celle d'être seul. Il serait nécessaire que nous nous désignions nous-mêmes et formions ce peuple qui, à défaut de dépasser l'homme nous permettrait peut-être de réaliser cette partie de nous que ce monde laisse en friche.

Jusqu'à maintenant, le mouvement social, accaparé par le matérialisme, s'est abîmé avec une persévérance aveugle contre un rationalisme morbide qui a prétendu trancher et apporter une solution à tous nos conflits au nom d'une vérité scientifique et absolue : la ligne juste de l'orthodoxie. Ce rationalisme autoritaire, porté par des bourgeois cérébraux qui n'ont jamais esquissé le moindre geste pour leur propre libération, a tué ce qu'il y avait de plus riche dans le mouvement : ses conflits.

Ce rationalisme qui se prétend dialectique a éliminé ce qui était dialectique dans le mouvement, la force du négatif. Il est temps de s'apercevoir qu'il n'y a pas de vérité séparée en dehors de l'échange et du débat, et que la capacité d'organiser l'échange et le débat est plus importante que toutes les vérités momentanées qui peuvent en sortir. Ce qu'il faut inventer, c'est une manière d'être ensemble et de gérer nos conflits inévitables et nécessaires.

Je ne voudrais pas que tu penses, en lisant ces lignes, que contraint de retourner à l'usine, je m'enferme dans une attitude ouvriériste obtuse. Je ne critique pas les intellectuels parce qu'ils sont trop intellectuels, mais parce qu'ils ne le sont pas assez. Si je critique les intellectuels, c'est parce que leur intellectualisme ne les pousse pas à se remettre en cause en tant que moment privilégié de la séparation sociale et qu'ils s'accommodent d'un corporatisme qui non seulement émousse la lucidité de leurs critiques, mais contribue à entretenir la séparation pour les autres.

Pour ma part, je n'ai pas d'autre revendication que celle d'essayer d'être toujours plus humain.

Avec toute mon amitié,

Yves Le Manach

Notes :

(1). James Schenkel, *Bureaucrates et manipulateurs du balai* (auto-édition, 1984).

(2). Guy Debord, *Considérations sur l'assassinat de Gérard Lebovici* (éd. Gérard Lebovici, Paris, 1985).